

POINT FORT

Genève veut se donner les moyens de s'affirmer comme un hub fintech européen

CHAMBERS' DAY. La journée mondiale des chambres de commerce à Genève a mis à l'honneur l'écosystème fintech genevois et romand. De manière générale, le secteur est en croissance.

MATTEO IANNI

A l'occasion de la première journée mondiale des chambres de commerce à Genève, l'écosystème fintech romand et frontalier a été à l'honneur. Au programme, organisations et start-up du secteur financier de tout l'arc lémanique. Un objectif. Brosse le nouveau panorama de l'impact des fintech sur l'économie de la région. Car si Zoug et sa «Crypto Valley» s'est déjà fait sa réputation, la région lémanique, Genève en particulier, a les moyens de s'affirmer comme un hub fintech européen. C'est en tout cas le souhait des organisateurs de cette «Chamber's Day».

345 fintech en Suisse

L'un des grands enseignements de cette journée est que le marché suisse des fintech est en pleine croissance et s'est imposé, ces dernières années, comme l'un des principaux centres fintech du monde. Selon Swisscom, 345 entreprises sont actives aujourd'hui dans le secteur fintech en Suisse. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter chaque année. À titre de comparaison, on en comptait



FRANÇOIS BRIOD. Cofondateur de Monito. La start-up se définit comme le «Booking» des transferts internationaux d'argent.

seulement 170 en 2016. De manière précise, plus d'un tiers des fintech sont plutôt dans tout ce qui concerne l'investissement et la gestion d'actifs en ligne. Près d'une centaine développent de nouveaux logiciels et outils bancaires. 57 mettent en avant le financement alternatif avec l'aide d'un grand nombre de prêteurs. Enfin, plus d'une cinquantaine développent de nouveaux modes

de paiement. Autre preuve de cette poussée des fintech dans le panorama suisse, le montant des levées de fonds. En 2018, la start-up suisse qui avait levé le plus de fonds était Seba Crypto, basée à Zoug. Elle avait ainsi obtenu 100 millions de francs. En août dernier, c'est la fintech Numbrs, dont le siège se trouve à Zurich, qui a fait la Une des journaux. Suite à son augmentation de ca-

pital de 40 millions de dollars supplémentaires, elle entrait dans la liste réduite des licornes suisses.

Libra, projet emblématique pour Genève

Quid de Genève? Si Bertrand Perez, directeur et COO de Libra Association, n'a pas pu se libérer pour cette matinée dédiée à la fintech genevoise, c'est Vincent Pignon qui a été la tête d'affiche de l'événement. Fondateur du groupe Wecan, qui exploite des solutions blockchain, il est aussi conseiller numérique auprès de l'Etat de Genève. «Notre écosystème est aujourd'hui bien équipé, avec une orientation favorable des autorités publiques conjointement au dynamisme du milieu académique et des acteurs privés. La Suisse, et plus particulièrement Genève, se situe parmi les leaders mondiaux.»

Pour l'expert, tant le secteur public que le secteur privé prennent en effet de nombreuses initiatives. Avec en prime, l'arrivée de l'association Libra à Genève cette année. Pour rappel, l'association qui gèrera la future monnaie virtuelle voulue par Facebook a été

mise sur pied le 15 octobre dernier. Depuis, une pluie de critiques est tombée sur le projet avec pour conséquence le retrait de grands acteurs comme Paypal, Visa ou Mastercard. «Quoi qu'on pense de l'idée, la Libra est le projet emblématique de 2019 pour la place financière genevoise», a rétorqué Vincent Pignon. «Pour l'instant, la feuille de route définie lors de l'annonce du projet Libra en juin dernier a été respectée, et le délai de lancement de la monnaie (courant 2020) reste le même.»

«LA LIBRA PEUT
CONSTITUER À LA FOIS
UN DÉFI ET UNE MENACE
POUR L'INDUSTRIE
FINANCIÈRE, MAIS AUSSI
UNE OPPORTUNITÉ.»

Indéniablement, le secteur financier suit l'évolution de près. La majeure partie de ceux qui s'intéressent au projet sont les plus grandes banques, qui cherchent à comprendre l'impact sur leurs affaires, a poursuivi l'expert. «La Libra peut constituer à la fois un

défi et une menace pour l'industrie financière, mais aussi une opportunité en tant que porte-monnaie électronique pouvant se greffer aux modèles existants.» Pour rappel, l'association Libra a annoncé un partenariat avec le groupe Wecan en septembre dernier. Il concerne le lancement d'un accélérateur blockchain spécialisé sur Libra: Wecan Accelerate.

La fintech Monito primée

La matinée a offert également un concours de pitch de start-up de la région venues faire connaître leur outil. C'est la fintech Monito qui a gagné les faveurs du public. Créée en 2013, la start-up lausannoise se définit comme le Booking des transferts internationaux d'argent. Elle propose en effet une plateforme qui compare plus de 450 prestataires financiers avec une grande transparence sur les frais et les marges.

Comme Booking prend une commission sur les nuitées qu'il aura permis d'obtenir à un hôtelier, Monito est rémunérée sur les clients qu'ils génèrent à ses partenaires. ■

«La valeur ajoutée des chambres ne se dément pas, malgré la numérisation des échanges»

Pour Laurence de la Serna, CEO de Jean Gally et VP de la CCIG, les avantages pour les membres des chambres de commerce demeurent très actuels et pratiques.

ELSA FLORET

Organisée par la **Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG)**, avec l'appui des Chambres Suisse-France, italienne en Suisse, Grande-Bretagne-Suisse et Suisse-Chine, Chambers' Day a accueilli hier des orateurs de premier plan issus d'institutions internationales actives dans le multilatéralisme économique et de sociétés de renom.

Lors de cette journée mondiale des chambres de commerce, la vocation était d'en consolider la force de frappe, en soulignant également la faculté d'adaptation des chambres (notamment en matière digitale). La tenue d'un village des chambres permettra à une vingtaine d'acteurs de mettre en valeur leur expertise et les atouts de leur marché respectif.

Chambers' Day, un programme dense

De nombreux orateurs étaient présents, issus tant du secteur privé que des organisations internationales, avec notamment Julien Tornare, CEO de Zenith (lire en page 3); Laurence de la Serna, CEO de Jean Gally; Giuseppe Bianco, directeur exécutif d'UBS;

Fred Herren, SVP Innovation de la SGS; Jean-Yves Art, directeur partenariat pour le secteur privé chez Microsoft; Victor do Prado, directeur à l'OMC (lire L'Agefi de mardi); Arancha Gonzalez, directrice générale d'ITC; Didier Chambovey, ambassadeur suisse; Crispin Conroy, représentant de l'International Chamber of Commerce à Genève ou encore Philippe Nasr, COO de SCCC.

«La valeur ajoutée des chambres ne se dément pas, malgré la numérisation des échanges», estime **Laurence de la Serna**, CEO de Jean Gally et vice-présidente de la **CCIG**, présente hier dans un débat avec des CEO, dont Julien Tornare, CEO de Zenith et Dirk Craen, président d'EU Business School. Interview.

Vous êtes intervenue dans le CEO panel «Chambers contribution to Business.» hier à Genève.

En tant que directrice générale de Jean Gally et de vice-présidente de la CCIG, quel est votre avis sur ce rôle des chambres?

La CCIG joue un rôle prépondérant pour défendre les intérêts des entrepreneurs tant à Genève qu'en dehors de nos frontières; c'est un partenaire d'affaires, un



LAURENCE DE LA SERNA. «Notre devoir de chefs d'entreprise est d'être impliqués pour assurer des conditions-cadre.»

interlocuteur vis-à-vis des pouvoirs publics, un ambassadeur qui promeut activement le «Geneva made» et facilite l'ouverture aux marchés internationaux. La chambre de commerce soutient ses membres de manière très concrète. Je pense par exemple aux documents d'exportation, les carnets ATA indispensables pour les entreprises comme la mienne dont presque 100% de la production part à l'étranger. Autres exemples, la défense des condi-

tions-cadre propices à nos entreprises: fiscalité, formation, promotion et valorisation des filières, mise en valeur des savoir-faire, soutien à la transition numérique.

Et sur la contribution aux affaires de la part des chambres (thème de votre intervention)?

La valeur ajoutée des chambres de commerce et les avantages pour leurs membres demeurent très actuels et ne se démentent pas, malgré la numérisation des

échanges. Par exemple, la CCIG organise régulièrement des délégations commerciales pour ouvrir de nouveaux marchés. C'est vrai pour toutes les missions de la chambre organisée à l'étranger: parmi elles, la Chine, la Russie, les Emirats Arabes Unis, les Emirats et les Etats-Unis ont également connu de grands succès avec un accent particulier sur l'innovation ou tout autre sujet d'intérêt.

Quelle est l'importance pour Genève d'un event comme ce Chambers' Day 2019, une première mondiale?

Genève est le lieu idéal pour tenir cette manifestation. Véritable centre du multilatéralisme économique mondial, notre ville permet justement de réunir tous les acteurs économiques privés et institutionnels au sein d'une plateforme d'échanges unique en son genre.

En tant que directrice générale de Jean Gally, comment votre société fortement exportatrice aide-t-elle à solidifier les relations entre la Suisse, Genève et les pays étrangers?

Nous sommes un acteur impor-

tant de l'économie genevoise avec 200 collaborateurs et nous disposons d'un savoir-faire unique dans la mécanique de haute précision pour l'aéronautique.

Malgré une concurrence internationale féroce et un franc fort, il est primordial de garder des compétences industrielles diversifiées sur sol helvétique et de surcroît dans notre canton.

Une de mes préoccupations est de sensibiliser nos décideurs politiques principalement à travers de la chambre de commerce aux réalités des défis des entrepreneurs; c'est à mon sens notre devoir de chef(fe)s d'entreprise que d'être impliqué(e)s pour assurer des conditions-cadre favorables.

Quels sont les plus grands défis rencontrés par Jean Gally et de quel soutien bénéficiez-vous localement?

Les défis ne manquent pas, comme par exemple l'accès à une main d'œuvre qualifiée et spécialisée ou les barrières douanières. Nous nous battons, avec l'aide de la chambre de commerce et des associations faitières, pour le maintien notamment des accords bilatéraux, qui sont primordiaux pour la santé de l'économie suisse et pour nos emplois. ■